

Choses d'Europe

En Angleterre

Le scandale des viandes américaines fait, naturellement, l'objet de tous les commentaires. La presse de Londres a oublié très vite et très volontiers les enquêtes accusatrices tenues sur le compte des fournisseurs de l'armée sud-africaine, pour se rabattre sur la malhonnêteté yankee qui dépasse, il va sans dire, tout ce qu'on a vu et tout ce qu'on peut voir de plus "damnable" sous la calotte des cieux.

Le "Morning Post" entre autres, écrit: "D'un côté nous voyons une corporation monstre combattant pour son privilège d'empoisonner le monde par ses produits délétères; de l'autre côté un peuple alarmé et révolté insistant pour que la santé du public soit protégée à tout prix et quelles que soient les pertes éprouvées par des intérêts privés. Si les Etats-Unis — l'Amérique comme on dit là-bas — avaient réellement un gouvernement du peuple par le peuple, le résultat de la lutte ne serait pas lent à se produire, mais comme dirait Kipling: "tel gouvernement n'existe pas" et il est encore trop tôt pour affirmer que le "Beef Trust" sera ou pourra être forcé de se faire plus décent et plus hygiénique qu'il ne lui conviendra de l'être.

"Le monde entier qui veut savoir ce qu'il mange, va surveiller ce duel entre le peuple américain et le plus inique de ses trusts, avec un intérêt soutenu et minutieux".

* * *

On a remarqué avec surprise qu'à l'occasion de la fête du roi, aucun honneur, aucune décoration n'a été accordée aux membres libéraux de la Chambre des Communes. Faut-il en accuser le bon vouloir du roi? faut-il plus tôt s'en prendre à la tactique du cabinet qui se serait refusé à faire les recommandations nécessaires?

* * *

Le Révérend Père Vaughan, frère de feu le cardinal Vaughan, a créé toute une sensation dans le grand monde en critiquant vertement la conduite de ce qu'on appelle le "smart set".

Le Père Bernard Vaughan ne jouissait pas d'une très grande célébrité pendant la vie du cardinal dont la renommée le tenait quelque peu à l'ombre, mais c'est un homme d'une grande vertu, doué d'une puissance oratoire considérable et occupant une haute position sociale.

Ses attaques contre les infamies provoquantes et contre les folies sans nom du "smart set" ne sont pas sans précédent mais cette fois, elles ont produit leur effet, ce qu'on attribue à la personnalité même du prélat, ou bien encore, à un sentiment de lassitude et de dégoût parmi les victimes de ce monde inculte et possesseur irresponsable de grandes fortunes.

Quoiqu'il en soit les dénonciations du Père Vaughan ont exercé une influence indéniable sur la société de Londres.

* * *

L'Irlande souffre à la fois du mal de la dépopulation et du fléau de la congestion.

Les districts pauvres, comme les comtés de Galway et de Mayo, regorgent de population et la loi des Terres n'apporte aucun soulagement, les Landlords persistant à réserver leurs meilleurs terrains pour les pâturages.

M. Bryce a reconnu la gravité de cette situation et il vient de nommer une commission royale chargée de tenir une enquête sur tout ce qui a rapport à cette question. Mais comme Lord Roseberry, il comprend qu'en vue de conflits futurs, la partie riche, puissante, dans la cause, doit être convaincue par la preuve la plus complète possible pour qu'elle se rende aux justes demandes du gouvernement.

* * *

Un journal français, "La Petite République", prétend connaître exactement les termes du traité abyssinien passé entre la France, l'Italie et l'Angleterre, maintenant le "statu quo" et la porte ouverte. On espère que cela permettra l'achèvement, retardé depuis si longtemps, du chemin de Adis-Ababa. Il était temps, ajoute la dépêche, car Ménélik devenait impatient et menaçait de recourir au capital allemand pour bâtir la ligne lui-même, ce qui, apparemment, aurait pu amener des complications et conduire à un nouvel Algésiras.

* * *

Londres est menacée de n'avoir pas de "season" d'été et on accuse de ce méfait les automobiles qui, en dépit de la brume, s'acclimatent de plus en plus dans la cité.

Les gens ne veulent plus vivre à Londres; ils ont des maisons à la campagne et ne viennent à la ville que pour quelques heures accordées aux plus pressantes affaires. Ils retournent le plus tôt possible chez eux en automobiles, c'est-à-dire en quelques quarts d'heure quand, par le train, ils mettaient des heures à faire le trajet. Le résultat est qu'on ne tient plus maison et qu'on se loge à l'hôtel pendant la très courte saison des affaires: les logements de ville ne se louent pas et une véritable crise menace les propriétaires.

On rapporte que le quartier fashionable de Kensington est à peu près abandonné et les maisons se suivent qui portent l'écriteau "Maison à louer".

Mais pendant que certains propriétaires maudissent l'automobile, d'autres attribuent à une cause bien différente le dépeuplement de Londres. Les taxes et les contributions de toute nature sont tellement élevées dans la capitale de l'empire britannique que les personnes qui ont de grandes maisons et un revenu restreint ne peuvent plus les payer. On rapporte, à ce sujet, le propos d'une grande dame de Londres: "J'ai un bail à long terme, disait-elle, et ne puis m'en débarrasser. Les taxes et les contributions me ruinent. Il n'y a plus à avoir de serviteurs. Si je le pouvais je m'en irais vivre dans un hôtel".

Cette situation, qu'elle soit due à la cherté des impôts, à l'automobile ou au gouvernement libéral, comme les Tories ne manquent pas de le dire, est très grave parmi une énorme agglomération d'êtres humains comme Londres. Il est certain que diverses causes sont en train de transformer l'état des fortunes et aussi de la société des grandes villes en faveur de la bourgeoisie, c'est-à-dire de toute cette classe habituée à se suffire à elle-même ou, au moins, à se faire servir modestement.

* * *

En France

Le grand événement, non inattendu, il est bien vrai, mais qui ne peut manquer, étant donné la brutalité des chiffres, de frapper l'opinion française, voire même l'opinion du monde, c'est la déclaration officielle du déficit du budget de 1907, dont le total est, en dépenses, de 4,010,000,000 de francs soit \$802,000,000.

Le budget de l'empire s'élevait à la moitié de cette somme et les républicains du temps, leurs descendants qui gouvernent aujourd'hui, le qualifiaient d'extravagant.

Il y a à peine 25 ans la 3ème République elle-même dépensait \$240,000,000 seulement.

On se demande, avec étonnement, comment un soi-disant gouvernement démocratique a pu atteindre ce sommet de la prodigalité administrative. Les rois avaient de fortes listes civiles, pendant que le Président ne touche que \$120,000 par année!

S'inspirant de l'idée socialiste et partageuse qui fait le fond de sa doctrine politique, le gouvernement de la 3ème République accapare autant de services qu'il le peut et comme sa gestion coûte, au bas mot, 50 pour cent de plus que la gestion des individus ou des corporations privées, des sommes énormes sont payées en traitements inutiles et en faux frais de toutes sortes que sait si bien créer l'ingéniosité des employés publics.

Tout le monde ne peut être gagnant à ce jeu et bien que l'on compte déjà en France, sans parler des armées de terre et de mer, non plus que des instituteurs et des employés de chemins de fer de l'Etat, plus de 600,000 fonctionnaires, il reste encore bien des millions de citoyens et de citoyennes qui ne vivent pas aux dépens de la "Princesse". C'est à ceux-là que Jaurès et Guesdes veulent tendre la main et apporter le soulagement d'un partage ou plutôt d'un chambardement général.

En attendant le partage universel, suite du suffrage universel tel qu'on le pratique en France, on se demande si le budget français pourra longtemps supporter l'effort que des besoins intenses de patronage politique lui imposent.

Il est bon de rappeler aussi un côté piquant de ce budget de la 3ème République: depuis 1870 la France a dépensé 42 milliards de francs pour son armée et sa marine. On conçoit assez bien le cri du "poulo" contre la guerre et contre l'armée qui ont absorbé ainsi le plus clair des revenus publics et des impôts du contribuable. Mais que penser des farouches républicains qui faisaient un crime au régime impérial des dépenses de l'armée tenue, pourtant, en un état d'activité et sur un pied de guerre bien autres que ceux d'aujourd'hui.

* * *

Il convient de pas passer sous silence le discours de M. Briand, ministre de l'Instruction Publique, à Roanne.

M. Briand a été, comme on s'en souvient, le rapporteur de la loi sur la séparation; c'est un homme

de talent, mais d'autant de passion sectaire que de talent. Ses discours à la Chambre ont eu souvent l'honneur ou, au moins, la distinction de l'affichage. C'est un socialiste qui est allé plus loin que bien d'autres, étant dans les rangs des combattants, et qui a dû mettre son drapeau rouge dans sa poche, une fois promu à l'état-major qui gouverne le 3ème République.

Se sentant comme Clémenceau, menacé par le collectivisme et craignant pour l'existence même de la 3ème République, par conséquent de l'assiette au beurre, M. Briand, toujours comme Clémenceau, a voulu définir sa situation et bien faire comprendre aux Jaurès et aux Guesdes que si leurs doctrines ont quelque valeur, en bas, parmi le peuple à chauffer, elles ne sauraient servir aux arrivistes d'un ministère pourtant socialiste dans les trois quarts de ses membres.

Encore comme Clémenceau M. Briand s'est justifié, au nom de la raison d'Etat — aussi forte en démocratie qu'en monarchie, et tout autant de bon service à un Briand qu'à un Richelieu — d'avoir répudié ses professions de foi antérieures. Il a parlé en homme politique, soucieux de ses responsabilités et non en réformateur socialiste prêchant un état de société désordonné et impossible.

M. Briand s'est attiré par là les éloges des réactionnaires et en général des citoyens raisonnables dont le nombre est encore imposant et qui comprennent de mieux en mieux que si les doctrines collectivistes l'emportaient, c'en serait fait de la république et de la France elle-même.

* * *

Au moment où j'écris ces lignes, la décision du Pape n'est pas encore prise, — au moins n'est-elle pas connue, — au sujet des instructions à donner au clergé français à la suite des délibérations de sa dernière réunion plénière.

C'est pourtant la croyance générale, s'accroissant de plus en plus, que le Saint-Siège ayant réprouvé la loi et le principe qu'elle consacre d'une spoliation des biens de l'église gallicane par la Révolution et d'une main mise sur l'organisation du culte catholique par l'Etat, va persister dans cette attitude de réprobation et n'acceptera pas les associations cultuelles.

Le clergé français est très profondément divisé sur la ligne de conduite à observer dans cette matière mais on affirme cependant que le jugement du Pape sera accepté par tous comme jugement final, sans appel. "Roma locuta, causa finita".

* * *

En Russie La grande question est de savoir combien de temps va durer encore la crise, le "deadlock", entre la Douma et le gouvernement. Goremykin n'est déjà plus un facteur quelconque dans la présente situation. Mais quelques-uns de ses collègues, plus combatifs que le premier ministre, conseillent au Tsar, assure-t-on, de dissoudre la Douma. Ils appuieraient leur avis sur le fait que, d'après eux, le Parlement n'est plus un corps législatif mais simplement une assemblée révolutionnaire où se trament toutes sortes de complots contre le bon ordre public et contre la dynastie régnante. Ils soutiennent en outre que l'on peut encore se fier à l'armée.

Les démocrates constitutionnels, ou le parti modéré qui veut se contenter des réformes nécessaires sans recours aux voies révolutionnaires combat à la fois le parti bureaucrate représenté par le cabinet Goremykin et le parti radical qui veut tout raser, tout rénover de fond en comble, par les moyens les plus draconiens.

Les démocrates gagnent, lentement mais sûrement, du terrain; ils comptent arriver avant longtemps à l'exercice du véritable gouvernement responsable sous une monarchie constitutionnelle.

Le Tsar, tiraillé des deux côtés, attend et fait preuve du plus grand calme. Il a convoqué les officiers supérieurs de l'armée et de la marine pour discuter la grosse question du mécontentement qui règne dans les quartiers militaires et les moyens d'y remédier.

Les chefs du parti des paysans recommandent la patience, jusqu'au mois d'août prochain, limite extrême qui séparerait du recours aux "grands moyens" de la Révolution russe. On procéderait alors, de force, au partage, ou plutôt, n'est-ce pas? au pillage et à l'incendie des domaines et des châteaux de la cour et de la noblesse.

Espérons que le parti de de Witte reprendra bientôt les rênes du pouvoir pour faire entendre raison aux Grands Ducs et à la cour qui ne veulent rien concéder de leurs antiques privilèges et pour avoir raison, de par la loi et de par la force militaire, au besoin, du parti des agitateurs prêts à ruiner l'empire pour assurer le triomphe de leurs chimériques visées.

NEMO.